

PLAN POUR LES FILLES 2018–2025

Leçons tirées d'un projet pilote intégré dirigé par des filles au Bénin et au Cameroun



Une jeune militante béninoise participe à une session de formation au leadership.

Sommaire

INTRODUCTION

Enseignements tirés du projet « Plan pour les Filles »	3
Contexte	3
Présentation du projet	4
Objectif	4
Zones d'intervention	5
Principaux défis au Bénin et au Cameroun	6
L'approche de P4G pour soutenir les droits et le bien-être des filles	7
Promouvoir l'action collective en faveur de l'autonomisation des filles	7
Aperçu de l'impact	8

SÉRIE DE FICHES D'INFORMATION

Mise en œuvre pilote du modèle « Plan pour les Filles »	9
Conception du projet	10
Élaboration du <i>Plan pour les Filles</i>	11
Principales interventions du modèle P4G	12
Réalisations	13
Défis et enseignements tirés	14
 Explorer le potentiel d'une approche dirigée par les filles	15
La stratégie d'engagement des filles	15
Faire entendre leur voix : le rôle des Comités Consultatifs des Filles	17
Présentation de la stratégie	18
Réalisations	20
Défis et enseignements tirés	21
 Une approche intégrée pour faire progresser les droits des filles	22
Une stratégie de partenariat multipartite	22
Une approche intégrée	25
Réalisations	26
Défis et enseignements tirés	28



Les filles leaders au Cameroun.

Introduction : enseignements tirés du projet « Plan pour les Filles »

Une initiative pilote menée au Bénin et au Cameroun offre des enseignements essentiels pour l'autonomisation des filles.

Contexte

L'adolescence est une période charnière dans la vie d'une fille, marquée à la fois par des défis et des opportunités.

À l'échelle mondiale, près d'une adolescente sur cinq n'est pas scolarisée.¹ Pourtant, chaque année d'enseignement secondaire peut accroître son potentiel de revenus futurs de 18 %.² Les adolescentes sont deux fois plus susceptibles que les garçons d'être déscolarisées, sans emploi ou sans formation.³

Par ailleurs, 37 000 filles de moins de 18 ans se marient chaque jour, et les complications liées à la grossesse restent la principale cause de décès chez les filles âgées de 15 à 19 ans.⁴

De nombreuses études démontrent que l'investissement dans les adolescentes est essentiel pour bâtir un monde plus juste et équitable.⁵ Pourtant, les filles sont souvent négligées dans les politiques et les services gouvernementaux, et les programmes de développement leur donnent rarement les moyens de façonner leur propre avenir.

1 Rapport mondial de suivi sur l'EPT et UNESCO UI S ; « Les progrès vers la scolarisation de tous les enfants marquent le pas, mais certains pays montrent la voie à suivre ». EPT GMR et UNESCO UI S Document d'orientation 14/Fiche d'information, 28 juillet 2014.

2 <https://pmnch.who.int/docs/librariesprovider9/meeting-reports/make-adolescent-well-being-a-priority-en.pdf>

3 <https://www.unicef.org/media/153476/file/Five-Game-Changing-Priorities-With-and-For-Adolescent-Girls.pdf>

4 <https://www.who.int/health-topics/adolescent-health/pregnancy-and-childbirth-complications-are-the-leading-cause-of-death-among-15-19-year-old-girls>

5 Chaque dollar dépensé pour des services de contraception dans les pays en développement permettrait d'économiser 2,30 dollars en soins de santé maternelle et néonatale grâce à la diminution du nombre de grossesses non désirées (<https://www.guttmacher.org/article/2017/06/critical-moment-increase-investments-meeting-womens-family-planning-needs>). Lorsque 10 % de filles supplémentaires sont scolarisées dans un pays, le PIB de ce pays augmente en moyenne de 3 % (USAID, 2011). Il a également été démontré que lorsque les femmes participent au système financier, elles sont mieux à même de gérer les risques, de créer ou d'investir dans une entreprise et de financer des dépenses sociales (<https://www.oxfam.org/fr/publications/changements-climatiques-et-femmes-agricultrices-du-burkina-faso>).

Présentation du projet

En 2018, Plan International a lancé le projet « **Plan pour les Filles** » (P4G), une initiative menée par des filles, conçue avec et pour les adolescentes. Soutenu par Affaires mondiales Canada, le projet visait à amplifier la voix des filles et à libérer leur potentiel afin qu'elles puissent être des moteurs du changement au sein de leurs familles et leurs communautés.

P4G était un projet pilote mis en œuvre dans deux pays d'Afrique occidentale et centrale : le Bénin et le Cameroun. Il ciblait des régions où les adolescentes sont confrontées à une pauvreté extrême, à des opportunités limitées et à un contexte socio-juridique fortement influencé par des normes sexistes discriminatoires. Dans ce contexte difficile, le projet a réuni des adolescentes, des autorités locales, des acteurs du développement et des membres de la communauté afin d'élaborer collectivement un

« Plan pour les Filles », un ensemble de mesures et d'interventions essentielles adaptées aux besoins, aux aspirations et aux priorités identifiés par les filles elles-mêmes.

Plutôt que de traiter les enjeux séparément par secteur, P4G a choisi une **approche intégrée unique** pour répondre aux multiples obstacles à l'autonomisation des filles et aux racines des inégalités de genre et de la pauvreté.⁶ Dans le but d'apporter un soutien complet au bien-être des filles, le projet a couvert **quatre secteurs clés, qui figurent parmi les six domaines d'excellence de Plan International :**

- 1. Santé et droits sexuels et reproductifs (SDSR)**
- 2. Protection**
- 3. Éducation**
- 4. Autonomisation économique**

⁶ Briser les silos : partenariats intersectoriels pour faire progresser les objectifs de développement durable (ODD) ; Chambre ECOSOC ; note d'information ; 31 mars 2017.

Objectif

Dans cette série de fiches d'information, nous partageons les principales réalisations, les défis et les enseignements tirés des sept années de mise en œuvre du projet P4G. Notre objectif est d'éclairer les programmes futurs en offrant des informations pratiques pour adapter et transposer le modèle dans d'autres contextes.

Les fiches d'information s'articulent autour de trois axes principaux du projet :

- **Stratégies innovantes pour l'autonomisation des filles**
- **Le potentiel d'une approche menée par les filles**
- **Un modèle de projet intégré, multipartite et multisectoriel**

Elles s'appuient sur diverses sources de données, notamment des discussions avec des membres actuels et anciens du personnel et des conseillers du projet au Bénin, au Cameroun et au Canada, ainsi que des entretiens et des groupes de discussion avec des participant·e·s au projet et des parties prenantes de la communauté.

En outre, les données de suivi et les conclusions de l'évaluation finale du projet P4G ont été intégrées afin de permettre une compréhension claire et complète des résultats atteints.

Des filles au Cameroun se réunissent après un atelier sur la santé, où elles ont fabriqué des bracelets pour comprendre et suivre leurs cycles menstruels.



DÉTAILS DU PROJET

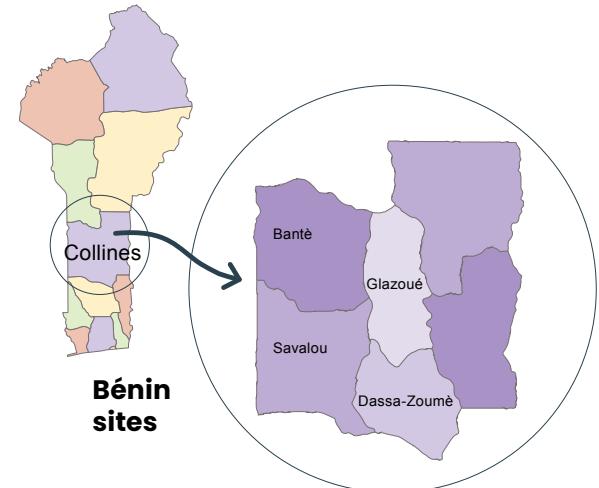
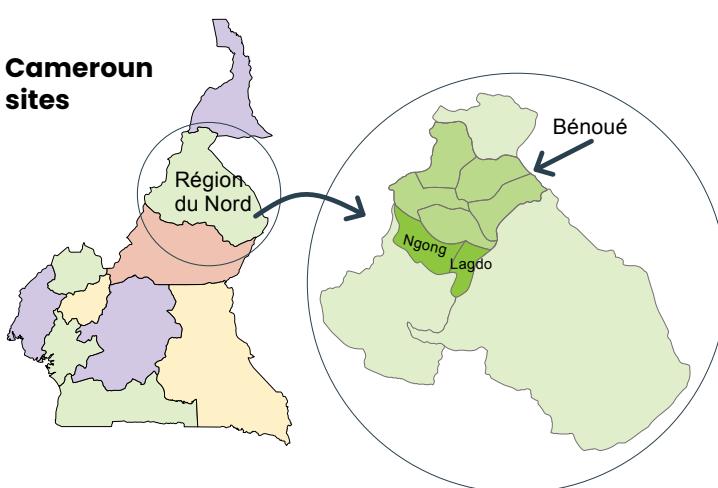
- **Donateur:** Affaires mondiales Canada
- **Budget:** 18 millions de dollars canadiens
- **Durée:** 2018–2025
- **Pays concernés:** Bénin et Cameroun
(60 villages dans chaque pays)
- **Participant(e)s:** adolescentes et jeunes femmes (âgées de 10 à 24 ans), adolescents et jeunes hommes (10 à 24 ans) et hommes et femmes adultes, y compris les parents, les enseignant·e·s, les professionnel·le·s de santé, les acteurs et actrices de la protection de l'enfance, les agent·e·s des autorités locales et les responsables communautaires
- **ONG partenaires de mise en œuvre :**
BÉNIN
 1. **RACINES** (Recherches, Actions Communautaires, Initiatives Pour un Nouvel Espoir)
 2. **DEDRAS** (Organisation pour le Développement Durable, le Renforcement et l'Autopromotion des Structures Communautaires)**CAMEROUN**
 1. **FEPES** (Femmes Porteuses d'Espoir)
 2. **UNOADD** (Union des Organismes d'Appui au Développement Durable)



Les participantes du projet dansent lors de l'inauguration d'un nouvel espace sûr construit dans le cadre de P4G.

Zones d'intervention

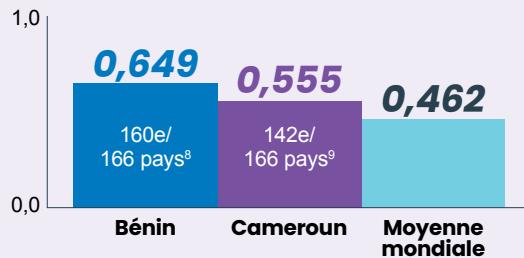
Le projet P4G a été mis en œuvre de manière stratégique dans les communautés où il pouvait avoir le plus d'impact. Au Bénin, Plan International s'est concentré sur quatre communes⁷ du département central des Collines – Bantè, Dassa-Zoumé, Savalou et Glazoué – choisies pour leur soutien communautaire important et leur besoin d'interventions ciblées. Au Cameroun, le projet est intervenu dans deux communes du nord, Lagdo et Ngong, dans le département de Bénoué. Le choix de ces sites s'est fondé sur des critères clés, notamment l'accès à l'éducation et aux infrastructures sanitaires, ainsi que l'accessibilité routière, afin de garantir que le projet puisse atteindre les villages les plus défavorisés et les plus viables sur le plan géographique.



⁷ Dans le contexte du Bénin et du Cameroun, une commune est une division administrative locale chargée de gouverner un territoire donné et de gérer les services publics.

Principaux défis au Bénin et au Cameroun

Indice d'Inégalité de Genre (IIG) des Nations Unies

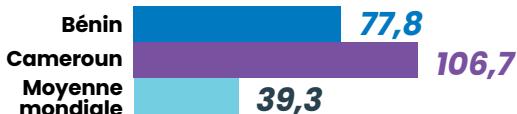


L'IIG mesure les inégalités en matière de santé reproductive, d'autonomisation et de participation au marché du travail, des valeurs plus élevées indiquant une plus grande inégalité.

Pourcentage de filles qui achèvent le premier cycle de l'enseignement secondaire



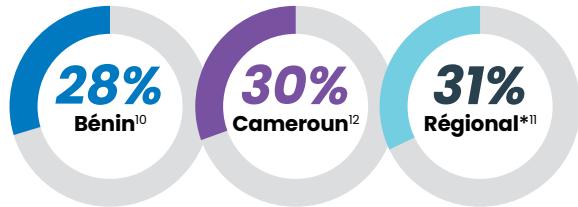
Taux de fécondité chez les adolescentes (naissances pour 1 000 femmes âgées de 15 à 19 ans)



Pourcentage de femmes et de filles âgées de 15 à 49 ans ayant subi des violences conjugales

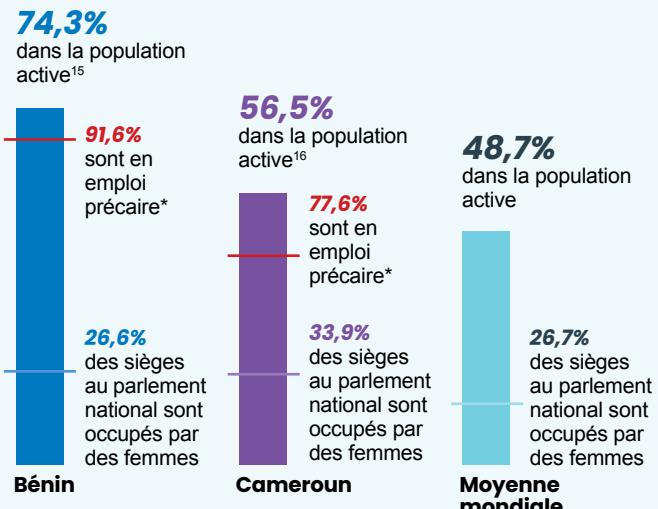


Pourcentage de femmes âgées de 20 à 24 ans qui se sont mariées ou ont vécu en union libre avant l'âge de 18 ans



*Afrique

Pourcentage de femmes âgées de 15 ans et plus qui participent à la population active



*Cela signifie qu'elles sont les moins susceptibles de bénéficier d'un emploi formel, d'une protection sociale et de filets de sécurité pour se prémunir contre les chocs économiques.

« Mon rêve est que nous soyons **des femmes financièrement indépendantes, influentes et respectées**, qui contribuent au développement de notre communauté. »

—PARTICIPANTE AU PROJET, 20 ANS,
DASSA-ZOUMÉ, BÉNIN

8 <https://hdr.undp.org/data-center/specific-country-data#/countries/BEN>

9 <https://hdr.undp.org/data-center/specific-country-data#/countries/CMR>

10 <https://www.girlsnotbrides.org/learning-resources/child-marriage-atlas/atlas/Bénin/>

11 <https://www.girlsnotbrides.org/learning-resources/child-marriage-atlas/atlas/>

12 <https://www.girlsnotbrides.org/learning-resources/child-marriage-atlas/atlas/Cameroun/>

13 <https://www.unfpa.org/GBV-dashboard/countries/BJ>

14 <https://www.unfpa.org/GBV-dashboard/countries/CM>

15 <https://genderdata.worldbank.org/en/economies/Bénin>

16 <https://genderdata.worldbank.org/en/economies/Cameroun>

L'approche de P4G pour soutenir les droits et le bien-être des filles

P4G visait à promouvoir les droits et le bien-être des adolescentes grâce à un « **Plan pour les Filles** » intégré, réplicable et éprouvé. Pour y parvenir, le projet a mis en œuvre des interventions dans trois domaines :

- 1. Donner aux adolescentes les moyens** de prendre des décisions éclairées concernant leurs droits et leur avenir.
- 2. Créer un environnement social favorable** en mobilisant les personnes influentes et les détenteurs d'obligations – tels que les parents, les familles, les pairs masculins, les enseignant(e)s, les professionnel(le)s de la santé et de la protection, ainsi que les leaders communautaires et religieux(se)s – afin de promouvoir des changements positifs.
- 3. Renforcer les institutions** afin de garantir une plus grande responsabilité et une meilleure réactivité face aux droits des adolescentes.

Promouvoir l'action collective en faveur de l'autonomisation des filles

Afin de comprendre les systèmes complexes de pouvoir qui ont une incidence sur les droits des filles, le projet a mobilisé un large éventail de parties prenantes à tous les niveaux – individus, familles, pairs (féminins et masculins), communautés, institutions et structures de gouvernance – afin de favoriser un changement durable. Les principaux ministères et organismes municipaux ont participé activement à la phase de planification. Ils ont également contribué à la planification annuelle des interventions, en veillant à ce que les activités soient alignées à la fois sur les priorités des filles et sur les objectifs plus larges des gouvernements locaux, régionaux et nationaux.

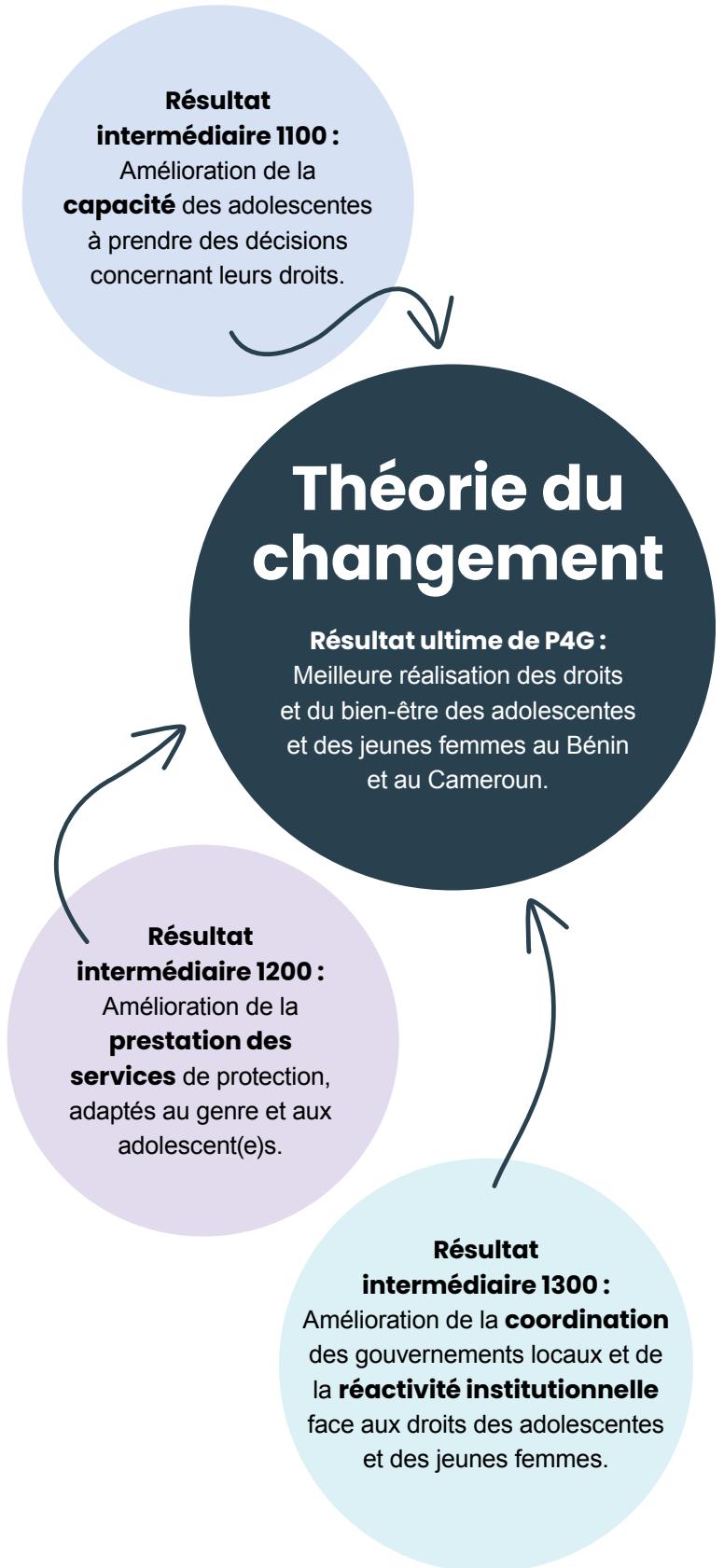


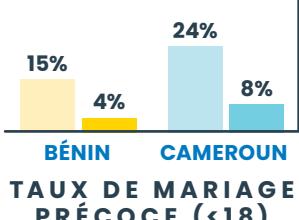
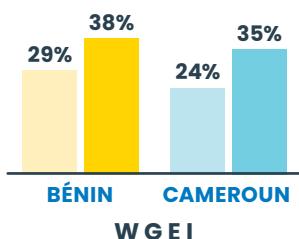
FIGURE 1. Théorie du changement de P4G

Aperçu de l'impact

Afin d'évaluer dans quelle mesure les adolescentes et les jeunes femmes des zones couvertes par le projet parviennent à exercer leurs droits, le projet a créé un indice d'autonomisation des femmes et des filles (WGEI), qui comprend des questions sur les normes et les rôles liés au genre, l'accès aux services, le contrôle des ressources, la participation et la prise de décision, ainsi que le soutien institutionnel. Entre le début et la fin du projet, les scores des adolescentes et des jeunes femmes participant au projet sont passées de 29 % à 38 % au Bénin et de 24 % à 35 % au Cameroun,

tandis que les scores dans les zones de comparaison ont baissé ou ont enregistré des gains minimes.

Les taux de mariage précoce, autre indicateur important des droits des filles, ont également progressé dans les communautés bénéficiaires du projet. Alors que 15 % des femmes âgées de 18 à 22 ans au Bénin et 24 % des femmes âgées de 18 à 22 ans au Cameroun étaient mariées avant l'âge de 18 ans au début du projet, ces taux étaient tombés à 4 % au Bénin et à 8 % au Cameroun à la fin du projet. Ces résultats ont été obtenus malgré une augmentation du pourcentage de filles mariées avant l'âge de 18 ans dans les zones de comparaison.



AUTRES EXEMPLES DE RÉUSSITE

- Le pourcentage d'adolescentes et de jeunes femmes ayant des attitudes et des perceptions équitables concernant les rôles et responsabilités liés au genre a plus que doublé entre le début et la fin du projet dans les zones

d'intervention au **Bénin (de 20 % à 54 %)** et **au Cameroun (de 13 % à 27 %)**, tandis que les zones de comparaison ont enregistré peu ou pas d'amélioration.

- Le pourcentage d'adolescentes et de jeunes femmes ayant accès aux services et ressources en matière de santé et de droits sexuels et reproductifs a plus que triplé dans les zones d'intervention entre le début et la fin du projet, tant au **Bénin (de 9 % à 30 %)** qu'**au Cameroun (de 6 % à 31 %)**, contrairement aux zones de comparaison où les progrès ont été modestes ou inexistant.
- Le pourcentage de jeunes femmes âgées de 20 à 24 ans exerçant une activité génératrice de revenus en dehors de leur foyer a augmenté tant au **Bénin (de 16 % à 27 %)** qu'**au Cameroun (de 19 % à 28 %)**, tandis que les zones de comparaison ont enregistré des gains mineurs ou une baisse.
- Le pourcentage d'adolescentes et de jeunes femmes possédant des compétences essentielles telles que la confiance en soi, l'estime de soi, la communication, la résolution de problèmes et le leadership est passé de **10 % à 30 % au Bénin** (soit plus du double de l'augmentation observée dans les zones de comparaison), et de **26 % à 37 % au Cameroun** (où les zones de comparaison ont enregistré une baisse de près de 10 %).
- Dans les zones du projet, les acteurs locaux ont ajouté plus de **100 mesures (55 au Bénin, 46 au Cameroun)** répondant aux besoins des adolescentes et des jeunes femmes aux plans et budgets officiels. Il s'agit notamment de la construction de latrines et de puits dans les écoles, la fourniture d'électricité, le soutien aux femmes entrepreneurs et aux associations de jeunes, et la création d'espaces sûrs pour les filles.



Des filles leaders au Bénin défilent lors de la Journée de l'enfant africain.

Mise en œuvre pilote du modèle « Plan pour les Filles »

Les filles prennent les rênes d'un projet innovant centré sur leurs voix et leurs priorités.

Lancée en 2018, l'initiative P4G a placé les adolescentes au cœur de la conception et de la mise en œuvre du projet. S'inspirant de la Politique d'aide internationale féministe du Canada, adoptée l'année précédente, le projet visait à favoriser une culture de l'innovation où les femmes et les filles ne sont pas seulement des participantes, mais aussi des actrices actives du changement.

Elsie Segla, responsable du projet P4G au Bénin, a dirigé l'initiative depuis sa création. Elle note que dans l'élaboration des interventions, les approches traditionnelles du développement excluent souvent la voix du groupe cible.

« Le projet P4G était innovant car ses activités ont été co-crées avec les filles. Elles ont imaginé leur vie et leur communauté idéales, et ensemble, nous avons conçu des activités basées sur leurs rêves et leurs aspirations. »

—Elsie Segla,
CHEFFE DE PROJET P4G, Bénin

Cette fiche d'information met en lumière les aspects les plus innovants du projet P4G au Bénin et au Cameroun, en soulignant son approche intégrée et flexible, ainsi que les consultations approfondies qui ont marqué sa phase de lancement. Elle retrace le développement du *Plan pour les Filles* – un ensemble d'interventions clés en faveur des adolescentes – et présente les principales caractéristiques de son modèle opérationnel. Enfin, elle revient sur les réussites, les défis rencontrés et les enseignements tirés au cours de ses sept années de mise en œuvre.

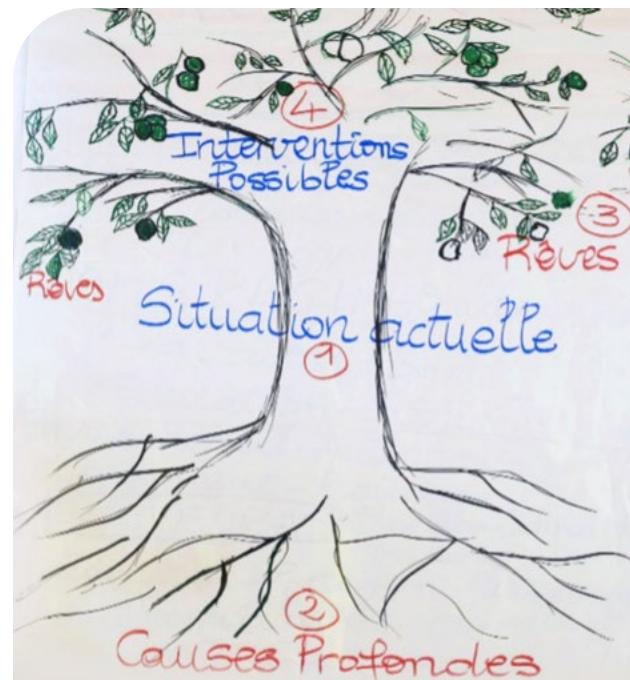
Conception du projet

Le projet P4G se distingue par son approche intégrée et flexible, conçue pour répondre aux réalités complexes auxquelles sont confrontées les adolescentes.

Alors que les programmes internationaux traditionnels compartimentent souvent les interventions en projets sectoriels axés sur la santé, l'éducation ou les moyens de subsistance, ces défis sont profondément interdépendants. Les problèmes tels que la mauvaise santé, le manque d'éducation et le chômage ne sont pas isolés ; ils s'inscrivent dans un contexte social et économique plus large et se renforcent mutuellement.

Plan International intègre souvent des éléments issus de différents secteurs dans ses programmes – par exemple, un projet éducatif visant à lever les obstacles à la scolarisation peut inclure des activités liées à la santé ou à la protection de l'enfance. Toutefois, l'éducation reste alors l'objectif principal du projet. Ce qui distingue P4G, c'est son modèle véritablement intégré, qui aborde le bien-être des filles de manière plus holistique.

Le projet couvrait quatre secteurs essentiels pour les adolescentes : la santé et les droits sexuels et reproductifs, la protection, l'éducation et l'autonomisation économique. Ces domaines ont été identifiés lors de la phase de conception du projet, sur la base de consultations avec les filles, les communautés, les organisations locales et des responsables gouvernementaux. Toutefois, les interventions spécifiques n'ont pas été



Arbre à problèmes créé par des filles leaders lors d'un atelier de hiérarchisation des priorités au Bénin.

prédéterminées. Au contraire, une fois lancé, le projet a travaillé avec les filles pour concevoir conjointement des activités, en veillant à ce que leurs besoins et leurs priorités soient pleinement pris en compte.

Alors que la santé et les droits sexuels et reproductifs se sont imposés comme une priorité pour les filles dans les deux pays, ce volet est devenu central, tout en intégrant des composantes liées à l'éducation, à la protection et à l'autonomisation économique, en reconnaissance de leur interdépendance. Cette souplesse a été rendue possible grâce à l'accord de subvention conclu avec Affaires mondiales Canada, qui offrait un cadre et un partenariat beaucoup plus flexibles que les accords de contribution traditionnels, permettant ainsi d'adapter les interventions et d'innover.

Plutôt que de démarrer avec un plan de mise en œuvre détaillé, le projet P4G a débuté par un plan de démarrage couvrant ses 17 premiers mois (du 1er novembre 2018 au 31 mars 2020), afin de poser les bases d'une évolution du projet en partenariat avec les parties prenantes. Ce processus a conduit à la création du *Plan pour les Filles*, un document évolutif reflétant les perspectives des filles dans chaque pays. Bien qu'il n'ait pas été possible de répondre à toutes les demandes exprimées, les priorités formulées par les filles ont largement contribué à façonner l'orientation générale du projet.

Élaboration du Plan pour les Filles

Le *Plan pour les Filles* a été élaboré à travers un processus en plusieurs étapes dans chaque pays, les adolescentes et les jeunes femmes des communes participantes jouant un rôle central dans la hiérarchisation de leurs besoins et aspirations.



FIGURE 1. Un processus en plusieurs étapes pour construire le *Plan pour les Filles*

« Le découragement, le manque de confiance et le désespoir appartiennent au passé. Nous voulons être présentes là où les décisions se prennent. Nous voulons être entendues, comprises et voir nos recommandations mises en œuvre. »

—HAPSATOU, 17 ANS, & BLANDINE, 22 ANS, CAMEROUN,
DOCUMENT DU PLAN POUR LES FILLES

Principales interventions du modèle P4G

L'approche intégrée de P4G a été conçue pour accompagner les adolescentes et les jeunes femmes sous plusieurs angles. Le modèle du projet présenté ci-dessous met en évidence la diversité des ressources et des opportunités offertes aux filles, tant au niveau des villages que des communes. Bien que tous les volets du

programme n'aient pas été disponibles sur chaque site, les filles ont souvent pu participer à une combinaison d'activités adaptées à leurs besoins.

 **Cliquez sur chaque secteur pour découvrir le soutien apporté par le projet.**

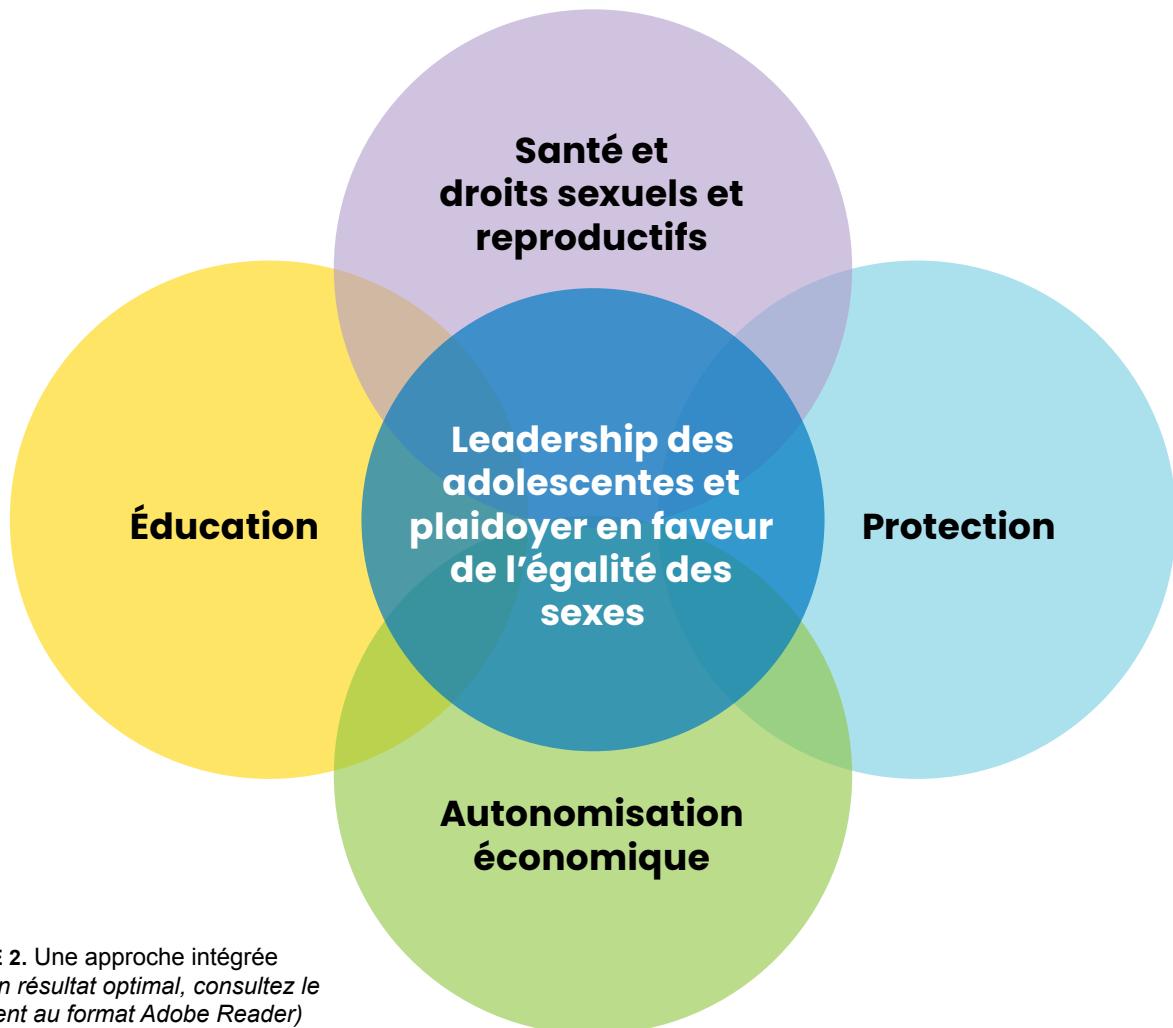


FIGURE 2. Une approche intégrée
(pour un résultat optimal, consultez le document au format Adobe Reader)

« P4G répond aux enjeux interconnectés qui peuvent empêcher une fille de réaliser ses rêves. Aucun secteur, à lui seul, ne détient la solution à ses problèmes. Nous devons unir nos forces, chacun s'engageant à jouer son rôle. »

—EDITH TAMBE, RESPONSABLE DU PROJET P4G, CAMEROUN

Perspectives Réalisations

CONSULTATIONS COMMUNAUTAIRES APPROFONDIES

Le projet P4G ayant été conçu comme une initiative menée par des filles, le processus de consultation communautaire est allé bien au-delà des approches conventionnelles. Au cours de la deuxième année du projet, plus de 3 900 parties prenantes ont participé aux discussions, contribuant ainsi à une compréhension plus approfondie et plus nuancée des problèmes auxquels sont confrontées les adolescentes et les jeunes femmes. Au Cameroun, plus de 2 200 membres de la communauté ont pris part à ces consultations, dont 1 107 filles et jeunes femmes. Au Bénin, 1 714 participant·e·s ont été impliqués, dont 863 filles.

Diverses méthodes ont été mobilisées pour recueillir leurs contributions, notamment des entretiens avec des informateurs clés, des études de cas, des groupes de discussion, ainsi que des outils participatifs d'analyse tels que la cartographie des ressources communautaires. Cette démarche a placé les voix des filles au cœur du processus, tout en impliquant les garçons, les parents, les leaders communautaires et les prestataires de services autour des enjeux liés à la santé et aux droits sexuels et reproductifs, à la protection, à l'éducation et à l'autonomisation économique. Les participant·e·s représentaient une grande diversité de parcours éducatifs, de professions, d'origines ethniques et de statuts socio-économiques. Les animateur·rice·s ont veillé à garantir une participation active et significative des filles et des jeunes en situation de vulnérabilité, y compris celles en situation de handicap (ainsi que leurs aidant·e·s), ainsi que des filles enceintes, mères, mariées ou en union.



Résultats notables :

- **Développement des compétences des filles en matière de plaidoyer :** les filles ont été encouragées à partager leurs points de vue et leurs expériences lors des consultations. De nombreuses participantes qui se sont exprimées ouvertement ont ensuite assumé des rôles de premier plan dans le projet.
- **Conception du projet influencée par le point de vue des filles :** les contributions des filles ont directement influencé le cadre du projet, garantissant ainsi qu'il réponde à leurs besoins et aspirations spécifiques.
- **Création d'un réseau de soutien :** les consultations ont contribué à mettre en place un réseau d'allié·e·s engagé·e·s à lutter contre les normes sociales et sexistes préjudiciables dans leurs communautés.
- **Renforcement de l'engagement communautaire :** les communautés locales se sont davantage impliquées et investies dans le soutien du projet, garantissant ainsi une meilleure adhésion et une plus grande durabilité.

« L'un des objectifs des consultations était de susciter un mouvement en faveur des droits des filles. Nous voulions consulter les filles, mais aussi identifier les futures leaders et créer un sentiment d'urgence pour qu'elles rejoignent le projet et luttent pour leurs droits. Et c'est exactement ce qu'ont permis ces consultations. »

—SANDRINE BATONGA,
CONSEILLÈRE TECHNIQUE EN SANTÉ,
PLAN INTERNATIONAL CANADA

Les filles participent à un atelier de hiérarchisation des priorités, identifiant les questions clés et déterminant leurs besoins les plus urgents.

SUIVI ET ÉVALUATION PARTICIPATIFS

La méthodologie des cartes de score des jeunes citoyens (Young Citizen ScoreCard) est une caractéristique unique du projet. Introduite au cours des quatrième et cinquième années du projet, cette approche communautaire a réuni des filles, des garçons, des parents, des prestataires de services, des décideurs et d'autres membres de la communauté afin de définir leurs problèmes les plus urgents, ce qui a abouti à l'élaboration d'indicateurs de suivi et d'évaluation spécifiques à chaque communauté. À l'aide d'outils simples mais efficaces, les participant·e·s ont évalué les problèmes, identifié les principaux responsables et élaboré des plans de plaidoyer. Alors que les méthodes traditionnelles d'évaluation sont souvent dirigées par des experts, la méthodologie YCSC a activement impliqué les adolescentes, dans le but de renforcer leurs compétences en matière de plaidoyer et d'exiger davantage de responsabilité de la part des dirigeants communautaires. (Pour en savoir plus sur la méthodologie YCSC, consultez [cette étude de cas](#).

« Je participe au projet *Plan pour les Filles* depuis cinq ans. Ce qui m'a donné le courage de continuer, c'est tout ce que l'on apprend et le soutien des parents. Ce projet inspire une pensée positive : en tant que fille, on grandit en se sentant valorisée. On reste sur la bonne voie et on évolue sereinement. »

—SYLVIE, 18 ANS, NGONG, CAMEROUN

Défis et enseignements tirés

ÉQUILIBRER LES APPROCHES DIRIGÉES PAR LES FILLES ET CENTRÉES SUR ELLES

Le projet visait initialement à adopter une approche dirigée par les filles. Cependant, dès la phase de démarrage, des questions ont émergé sur la manière de rendre cette approche à la fois efficace et pertinente, sans imposer une charge excessive aux adolescentes. En collaboration avec [la Fondation Proteknôn pour l'innovation et l'apprentissage](#), l'équipe a élaboré une Stratégie d'engagement des filles, qui a clarifié la distinction entre les approches « dirigées par les filles » et « centrées sur elles ». Cette réflexion a conduit à un examen approfondi de ce que signifie réellement une initiative « dirigée par les filles ». Les filles peuvent-elles prendre la tête de tous les aspects du projet ? Est-il réaliste de l'attendre d'elles ? Par exemple, de nombreux volets liés au suivi et à l'évaluation dépasseraient probablement leurs capacités en raison de leur âge et du manque d'expertise.

À l'issue de discussions approfondies, l'équipe projet est parvenue à un consensus : certaines parties du projet seraient dirigées par les filles, tandis que d'autres seraient centrées sur elles. Bien que les filles ne disposent pas d'un pouvoir décisionnel complet à chaque étape, elles seraient beaucoup plus activement impliquées que dans les initiatives précédentes. Elles ne seraient pas simplement consultées, mais influencerait de manière significative l'orientation du projet.



Plan International Canada
245, av. Eglinton Est
Bureau 300
Toronto (Ontario) M4P 0B3
plancanada.ca



Numéro d'enregistrement de l'organisme de bienfaisance de l'ARC : 11892 8993 RR0001

© 2025 Plan International Canada Inc. Le nom, les marques commerciales et les logos associés de Plan International Canada appartiennent à Plan International, Inc.

Standards Program Trustmark est une marque d'Imagine Canada utilisée sous licence par Plan International Canada.



Une jeune fille participant au projet P4G au Bénin.

Explorer le potentiel d'une approche dirigée par les filles

Comment la participation active des filles peut façonner des programmes mieux adaptés à leurs besoins.

L'un des principaux objectifs du projet P4G était de tester une approche dirigée par les filles pour la conception et la mise en œuvre de programmes, dans laquelle les filles et les jeunes femmes auraient le pouvoir et l'autorité de prendre des décisions qui affectent leur vie. Partant du principe que les filles sont les meilleures expertes de leur propre réalité, l'approche dirigée par les filles a exploré comment leur participation active au cycle du programme pouvait favoriser la mise en place d'initiatives répondant efficacement à leurs besoins. Cette fiche d'information examine les principaux aspects de l'approche dirigée par les filles, notamment la stratégie d'engagement des

filles, les succès obtenus, ainsi que les défis et les enseignements tirés.

La stratégie d'engagement des filles

Plan International s'est associé à la Fondation Proteknôn pour l'innovation et l'apprentissage afin d'élaborer la Stratégie d'engagement des filles.¹ Ce document met en évidence les principales différences entre l'**approche centrée sur les filles** couramment utilisée et l'**approche dirigée par les filles** envisagée par le projet, et propose des mesures concrètes pour passer de l'une à l'autre.

¹ La stratégie d'engagement des filles s'inscrit dans l'approche transformatrice de genre de Plan International, qui vise à s'attaquer aux causes profondes des inégalités et de l'exclusion liées au genre, en remettant en question les rapports de pouvoir et de genre inéquitables.



Approche centrée sur les filles

Les programmes sont mis en œuvre avec et pour les filles, mais sont dirigés par des adultes. Les adultes aident les filles à jouer un rôle actif et à définir les priorités, en veillant à ce que leurs intérêts et leurs voix soient au centre des préoccupations.



Approche dirigée par les filles

Les filles prennent des décisions clés, en définissant elles-mêmes leurs priorités et en élaborant leurs plans de manière autonome. Elles peuvent faire appel à des adultes au besoin, pour obtenir du soutien et des conseils.

FIGURE 1. Approche centrée sur les filles vs approche dirigée par les filles.



Une jeune leader s'adresse à la foule lors d'un événement communautaire. La formation au leadership du projet P4G mettait l'accent sur la prise de parole en public, considérée comme une compétence essentielle en matière de plaidoyer.

P4G a été conçu pour donner aux filles un véritable pouvoir de décision dans le projet, tout en veillant à ne pas les surcharger compte tenu de leurs responsabilités scolaires, professionnelles et domestiques, ainsi que de leur expérience limitée dans certains domaines techniques.

Les équipes du Cameroun, du Bénin et du Canada ont analysé la stratégie d'engagement des filles et collaboré pour déterminer les volets qui seraient dirigés par elles et ceux qui resteraient centrés sur leurs besoins. Pour les tâches nécessitant une expertise spécifique, comme la gestion de projet, le suivi-évaluation ou la conformité, l'équipe a pris le relais, en s'assurant que ces activités demeurent orientées vers les filles. Parallèlement, le projet a créé des espaces où elles pouvaient influencer de manière significative l'initiative, notamment en participant aux réunions annuelles de planification, aux comités consultatifs et aux activités de validation des données, telles que la hiérarchisation des besoins des établissements de santé.

Faire entendre leurs voix : Comment les Comités Consultatifs des Filles ont activement orienté le projet

La création d'un Comité Consultatif de Filles et d'un Comité Consultatif des Filles et des Allié·e·s dans chaque commune participant au projet a été l'une des pierres angulaires de l'approche dirigée par les filles. Chaque village a élu une ou deux filles pour rejoindre le comité communal afin de représenter leurs pairs et de contribuer à l'élaboration du projet P4G.

BÉNIN:

- **Comité Consultatif des Filles :**
75 filles issues de 4 communes
- **Comité Consultatif des Filles et des Allié(e)s :**
100 membres (75 filles et 25 alliés)

CAMEROUN:

- **Comité Consultatif des Filles :**
66 filles issues de 2 communes
- **Comité Consultatif des Filles et des Allié(e)s :**
81 membres (66 filles et 15 alliés)

Le Comité consultatif des filles constituait un espace dédié, réunissant des jeunes filles et femmes âgées de 13 à 23 ans, issues de milieux variés : scolarisées ou non, employées ou sans emploi, jeunes mères, femmes mariées et apprenties. Des efforts particuliers ont été déployés pour inclure celles provenant de contextes défavorisés.

« Je suis très heureuse de faire partie de ce groupe. Même si je suis la seule personne handicapée, je suis fière d'être avec mes pairs et d'être acceptée malgré ma situation. Grâce à ma présence au sein du Comité Consultatif des Filles, je veux représenter les filles handicapées afin que leurs besoins soient pris en compte. »

—HÉLÈNE, 19 ANS, GLAZOUÉ, BÉNIN

Le Comité Consultatif des Filles et des Allié·e·s, en revanche, comprenait également des garçons, des jeunes hommes et des alliés adultes : mères, pères, aidant(e)s, enseignant(e)s, responsables communautaires ou religieux(se)s et fonctionnaires locaux. Tous les membres étaient choisis par les filles, qui sélectionnaient des personnes en qui elles avaient confiance pour soutenir leurs efforts.

Les objectifs des comités étaient les suivants :

- Fournir une plateforme permettant aux filles de jouer un rôle de premier plan dans la conception, la planification et la mise en œuvre du projet P4G.
- Renforcer la capacité des filles à diriger le projet et à défendre leurs droits.
- Mobiliser le soutien d'allié·e·s clés au sein de la communauté pour faire avancer les objectifs du projet.
- Faciliter le dialogue entre les filles et les responsables (aux niveaux local, régional et national) afin d'influencer les politiques et les services gouvernementaux.

Les membres du comité se sont réunis au niveau communal pour suivre une formation sur le leadership et la défense des droits des filles. Ils ont ensuite élaboré des plans d'action afin de mener des activités dans leurs villages, telles que des campagnes de sensibilisation, des discussions éducatives, des échanges entre pairs et des actions de plaidoyer. Les comités se sont réunis régulièrement pour évaluer les progrès réalisés, planifier les prochaines étapes et partager leurs expériences.

Pour découvrir comment les filles ont pu contribuer et se faire entendre grâce aux Comités Consultatifs des Filles, consultez cette étude de cas.



Jacqueline anime une séance de sensibilisation auprès des jeunes de son village.

Présentation de la stratégie

La stratégie d'engagement des filles comprend cinq éléments essentiels :

- 1. Planifier et réfléchir avec les filles**
- 2. Créer des espaces sûrs et inclusifs**
- 3. Collaborer avec les alliés, les hommes et les garçons**
- 4. Renforcer la capacité des filles à faire valoir leurs droits**
- 5. Renforcer les plateformes de dialogue entre les filles et les responsables**

Ci-dessous, nous décrivons comment P4G a mis en œuvre chaque composante de la stratégie d'engagement des filles :

1. Planifier et réfléchir avec les filles

P4G a commencé par mener des consultations participatives approfondies afin de s'assurer que l'initiative reflète bien les aspirations des filles. Au stade de la conception du projet, les premières consultations ont mobilisé 98 adolescentes des deux pays afin d'identifier leurs besoins et leurs priorités les plus urgents. Au cours de la deuxième année du projet, le processus de consultation a été beaucoup plus vaste, impliquant 1 107 filles au Cameroun et 863 au Bénin afin de mieux comprendre leurs expériences. Chaque village participant au projet (60 par pays) a élu des représentantes qui ont participé à des « ateliers de hiérarchisation des priorités », au cours desquels elles ont identifié des défis communs et proposé des solutions concrètes. Leur travail a été consigné dans le *Plan pour les Filles* de chaque pays, un document fondamental qui a guidé l'ensemble des activités du projet. (Pour plus de détails sur l'élaboration du Plan pour les Filles, consultez la [fiche d'information sur l'approche innovante de P4G](#).)

2. Créer des espaces sûrs et inclusifs

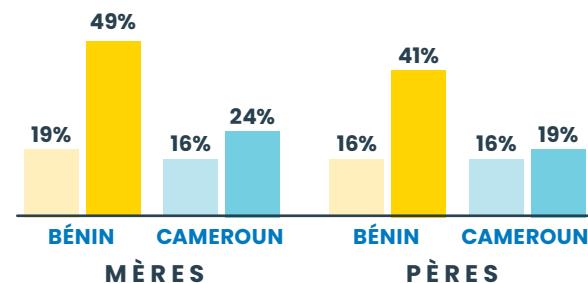
Lors du processus de consultation, les filles ont accordé la priorité à la création d'espaces sûrs où elles pourraient organiser des réunions de groupe et s'exprimer librement, sans crainte de jugement

ni de discrimination. Ces espaces – choisis par les filles pour leur confort, leur accessibilité et leur sécurité – ont été mis en place au niveau des villages et des communes. Ils leur ont permis de planifier des activités de plaidoyer et de participer à des formations aux moyens de subsistance. Des services de protection ont également été intégrés dans les espaces sûrs construits par le projet dans les chefs-lieux de chaque commune. (Pour découvrir comment les espaces sûrs au Bénin ont soutenu le développement et l'épanouissement des filles, consultez [cette étude de cas](#).)

3. Collaborer avec les alliés, les hommes et les garçons

Pour qu'une initiative dirigée par les filles réussisse, il est essentiel d'impliquer à la fois les parties prenantes communautaires favorables et celles qui sont plus réticentes. Collaborer avec des alliés et engager de manière constructive les opposants a permis de créer un environnement social protecteur pour les filles et de renforcer le soutien au projet. Le projet P4G a mobilisé les garçons et les jeunes hommes – en tant que frères, pairs, et partenaires actuels ou futurs – pour remettre en question les normes sociales néfastes et soutenir l'autonomisation des filles.

Le pourcentage de parents qui perçoivent les filles et les garçons comme égaux a augmenté dans les zones d'intervention, tant chez les mères (**de 19 % à 49 %** au Bénin et **de 16 % à 24 %** au Cameroun) que chez les pères (**de 16 % à 41 %** au Bénin et **16 % à 19 %** au Cameroun).



4. Renforcer la capacité des filles à faire valoir leurs droits

Une stratégie clé du projet consistait à organiser les adolescentes et les jeunes femmes en groupes pour suivre des formations aux compétences de vie et au leadership, tout en élargissant leurs réseaux de soutien social. Le projet a renforcé des groupes existants tels que les associations de jeunes pour l'épargne et le crédit, les groupes agricoles et d'élevage, ainsi que les gouvernements scolaires. Il a également créé des clubs Champions du Changement² pour les filles et les garçons, avec des programmes adaptés au contexte local. Pour les filles, le programme mettait l'accent sur l'estime de soi et la connaissance de leurs droits ; pour les garçons, il valorisait le rôle d'alliés dans la promotion de l'égalité de genre.

Les membres du Comité Consultatif des Filles, élues par leurs pairs dans les villages, se réunissaient régulièrement au niveau communal pour discuter des enjeux actuels et des priorités, tout en développant leurs compétences en leadership, en animation et en plaidoyer. Elles ont reçu des formations sur l'égalité de genre, la protection, la planification familiale, l'engagement citoyen et la gouvernance participative. Elles ont ensuite élaboré des plans d'action pour diffuser ces connaissances à travers des formations entre pairs et des campagnes de sensibilisation communautaire.

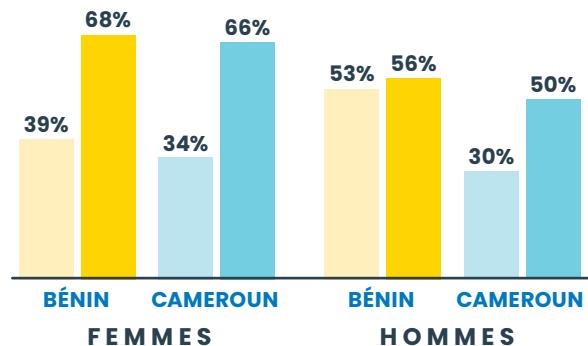
5. Renforcer les plateformes de dialogue entre les filles et les responsables

Le projet a créé des opportunités pour que les filles et les jeunes femmes puissent dialoguer avec les responsables gouvernementaux, les prestataires de services et les leaders traditionnels, afin de faire entendre leurs voix et influencer les décisions. Les membres des Comités consultatifs des filles ont participé aux réunions du Comité de Pilotage du projet P4G aux côtés de représentants ministériels. Des jeunes leaders ont également pris part aux

réunions des maires pour plaider en faveur d'un engagement durable envers le projet, notamment par l'allocation de budgets spécifiques. Dans le cadre de l'initiative Young Citizen Score Card, mise en œuvre dans 12 villages de chaque pays, les filles ont eu l'opportunité de diriger l'évaluation des services publics d'éducation, de santé et de protection de l'enfance, et de plaider pour des changements auprès des leaders locaux. Le projet a également sensibilisé les détenteurs d'obligations sur l'importance de l'égalité de genre, ainsi que sur les lois et politiques soutenant la participation des adolescentes.

« Si vous discutez avec des filles qui ont participé au projet P4G et que vous les comparez à des filles de la même région impliquées dans d'autres initiatives, comme celles destinées aux enfants parrainés, le contraste est frappant. L'effet d'entraînement du programme P4G est puissant. Beaucoup de ces filles créent désormais leurs propres groupes afin de partager ce qu'elles ont appris et de défendre le bien-être des enfants et des filles » explique Edith Tambe, cheffe de projet P4G au Cameroun.

Le pourcentage de dirigeants et d'acteurs influents de la communauté qui considèrent les filles et les garçons comme égaux a augmenté dans les zones couvertes par le projet, tant au Cameroun (de 34 % à 66 % chez les femmes et de 30 % à 50 % chez les hommes) qu'au Bénin (de 39 % à 68 % chez les femmes et de 53 % à 56 % chez les hommes).



² L'approche Champions du changement, développée par Plan International, engage les adolescentes et les adolescents dans un processus de transformation axé sur l'égalité de genre, la santé et les droits sexuels et reproductifs, ainsi que sur l'impact des normes de genre et des rapports de pouvoir. Des animateur·rice·s accompagnent les participant·e·s à travers des programmes distincts pour les filles et les garçons, leur offrant des informations, des formations et des espaces de réflexion. L'approche prévoit également la création d'espaces mixtes sécurisés afin de favoriser le dialogue et l'action collective.

Perspectives

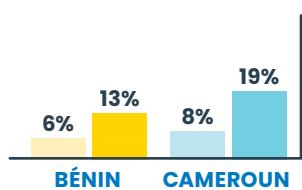
Réalisations

REFORCER LA CONFiance EN SOI CHEZ LES FILLES

P4G s'est concentré sur le soutien à l'autonomie, au leadership et aux compétences oratoires des filles à travers divers programmes, notamment les Comités Consultatifs de Filles, les Clubs Champions du Changement, des camps de leadership pour les jeunes (au Cameroun) et l'initiative Young Citizen Score Card. Ces efforts visaient à aider les filles à renforcer leur confiance en elles afin qu'elles puissent exprimer leurs besoins, signaler les abus et faire valoir leurs droits.

Hapsato, originaire de Bénoué au Cameroun, avait 18 ans lorsqu'elle a participé aux ateliers de priorisation du projet, au cours desquels les filles ont travaillé ensemble pour définir l'orientation de l'initiative. Elle témoigne de l'impact significatif de cette expérience : « Avant de participer à l'atelier de priorisation et à la formation en plaidoyer, je n'arrivais pas à convaincre les gens des enjeux qui touchent les filles, et je n'avais aucun argument pour appuyer mes idées. En plus, je ne savais pas quelle approche adopter pour ne pas aller à l'encontre des traditions. Aujourd'hui, j'ai des arguments solides pour défendre la cause des filles, et j'ai plus confiance en moi que jamais. »

Pourcentage d'adolescentes et de jeunes femmes ayant indiqué qu'elles peuvent exprimer leurs points de vue et sont davantage écoutées au sein de leur communauté a plus que doublé dans les zones du projet, passant de 6 % à 13 % au Bénin et de 8 % à 19 % au Cameroun, tandis que dans les zones de comparaison, les résultats ont baissé ou sont restés inchangés.



Categorie	BÉNIN (%)	CAMEROUN (%)
Zones de comparaison	6	8
Bénin	13	
Cameroun		19

INITIATIVES DE PLAIDOYER MENÉES PAR DES FILLES

Les filles participant au projet ont mis en pratique leurs nouvelles compétences en matière de plaidoyer pour apporter des changements significatifs dans leurs communautés. Un exemple notable est celui du Cameroun, où en 2022, 79 jeunes leaders ont participé à la formation en prise de parole en public et en plaidoyer de P4G, et 10 d'entre eux ont poursuivi leur formation dans le cadre d'un programme de développement de compétences spécialisées. Grâce à un travail de groupe, ils ont identifié les problèmes de leur communauté et élaboré des propositions de nouvelles initiatives, notamment l'amélioration des services de santé adaptés aux adolescents et la création d'une fresque murale publique pour sensibiliser à la violence sexiste et la création d'espaces sûrs dans les centres de santé pour les victimes de violence. Les jeunes ont présenté leurs propositions aux maires et aux conseils municipaux de Ngong et Lagdo, qui se sont engagés à financer leurs initiatives à hauteur de 4 000 000 FCFA et 2 000 000 FCFA³, respectivement.

Tout au long du projet, plus de 90 activités de plaidoyer et d'engagement public ont été menées par des réseaux de jeunes soutenus par le projet au Cameroun et au Bénin.

MOBILISATION DES ALLIÉ(E)S COMMUNAUTAIRES POUR SOUTENIR LE LEADERSHIP DES FILLES

Des alliés formels ont joué un rôle essentiel pour renforcer la voix des filles et légitimer leurs démarches auprès des détenteurs d'obligations locaux. Au Bénin, les membres adultes du Comité consultatif des filles et des alliés ont ouvert des portes stratégiques, facilitant des rencontres avec les rois de Savalou et de Bantè ainsi qu'avec des chefs locaux. Ces échanges ont permis d'obtenir des ressources concrètes, comme l'accès à des terres cultivables. Au Cameroun, l'appui des maires a été décisif pour intégrer les priorités des jeunes dans les

³ Les équivalents canadiens de 4 000 000 FCFA et 2 000 000 FCFA sont respectivement d'environ 9 610 CAD et 4 805 CAD.

budgets communaux, garantissant une allocation dédiée aux activités menées par les filles. Au-delà des actions institutionnelles, des mentors individuels ont contribué à lever des obstacles majeurs au leadership féminin. Par exemple, l'intervention d'une sage-femme respectée a permis à une jeune fille d'éviter un mariage forcé, lui offrant la possibilité de poursuivre son rôle de leader et de construire un projet professionnel solide dans le domaine de la santé. Ce type de soutien illustre l'impact concret des alliances pour transformer des trajectoires individuelles et renforcer l'autonomie des filles.

Défis et enseignements tirés

REFORCER LA PARTICIPATION DES FILLES

Le projet visait à concilier les contraintes de temps des filles et leur expertise limitée dans certains domaines techniques avec leur volonté de contribuer activement à l'orientation du projet. Les équipes ont identifié des activités et des moments clés où les filles pouvaient apporter leur contribution. Pour l'avenir, les programmes dirigés par les filles pourraient approfondir les possibilités de co-création et de co-mise en œuvre, afin de favoriser une implication plus significative. Par exemple, l'implication des adolescentes et des jeunes femmes dans la méthodologie Young Citizen Score Card a démontré qu'elles ont l'intérêt et la capacité de participer activement au suivi de projet, à condition que les indicateurs et les outils soient simplifiés et conçus de manière collaborative.

ASSURER LA CONTINUITÉ DU LEADERSHIP DES FILLES

Les responsables de projet au Bénin et au Cameroun ont souligné que le fort taux de renouvellement au sein des Comités Consultatifs des Filles, des clubs Champions du Changement et d'autres groupes dirigés par des jeunes représentait un défi. Les filles quittaient les groupes pour diverses raisons : responsabilités familiales, poursuite d'études ou de

formations, mariage ou déménagement avec leur famille. Travailler avec des jeunes en période de transition rendait parfois difficile le maintien de la cohésion des groupes. La planification de la relève entre les filles plus âgées et les plus jeunes peut contribuer à assurer la continuité du leadership. Impliquer activement toutes les membres dans des rôles de leadership et recruter de nouvelles participantes au besoin contribue à renforcer la cohésion des groupes et à en assurer la pérennité.

REFORCER LA GOUVERNANCE DES JEUNES AU NIVEAU DES VILLAGES

Si le projet a permis de mettre en place avec succès des Comités consultatifs des filles au niveau communal, chaque village élisant une représentante chargée de porter la voix des filles, certains membres de l'équipe ont recommandé d'étendre cette structure au niveau local. La création de comités de gouvernance des jeunes dans les villages permettrait d'harmoniser les stratégies, de consolider le leadership des adolescentes et des jeunes femmes, et d'offrir une plateforme directe pour dialoguer avec les autorités locales afin de favoriser des changements durables dans les communautés.

FINANCER LES PROJETS DES FILLES POUR UNE MEILLEURE DURABILITÉ

Le personnel du projet a souligné que la stratégie d'engagement des filles serait plus durable si des ressources allaient au-delà du renforcement des compétences et de la socialisation, en soutenant concrètement les projets portés par les filles. Cela permettrait de transformer leurs idées en actions concrètes. Ce processus devrait inclure l'accompagnement des filles et de leurs allié·e·s dans la conception de projets à court et à long terme, l'élaboration de plans d'action et la définition de stratégies de financement pour leur mise en œuvre. Les initiatives futures pourraient également prévoir des mécanismes dédiés au financement des microprojets portés par les filles.



Une jeune fille prend la parole lors de l'inauguration d'un espace sûr nouvellement construit dans la commune de Dassa-Zoumé, au Bénin, en 2023.

Une approche intégrée pour faire progresser les droits des filles

Favoriser un changement durable grâce à une stratégie globale et collaborative.

Le projet P4G a adopté une approche intégrée et novatrice pour lever les obstacles complexes à l'autonomisation des filles dans les communautés rurales du Bénin et du Cameroun. Cette approche ne se limitait pas à une intervention multisectorielle – couvrant la santé et les droits sexuels et reproductifs, la protection contre les violences, l'éducation et l'autonomisation économique – elle reposait également sur une stratégie multipartite. En réunissant une diversité d'acteurs autour de solutions co-construites, le projet a permis de renforcer l'appropriation des actions par les filles elles-mêmes et par leurs communautés.

Cette fiche présente les principales caractéristiques du modèle intégré du projet P4G. Elle examine également les réussites, les défis rencontrés et

les leçons tirées de sa mise en œuvre, tout en formulant des recommandations pour éclairer le développement de futurs programmes.

Principales caractéristiques Une stratégie de partenariat multipartite

Au cœur du projet P4G se trouvait la création de partenariats, un levier essentiel pour impulser un changement durable et assurer la cohérence avec les politiques nationales comme avec les initiatives locales. Le projet a établi des partenariats clés avec des ministères sectoriels,¹ des ONG locales et des gouvernements municipaux, réunissant une

1 Les ministères gouvernementaux impliqués dans le projet comprenaient ceux en charge des femmes et de la famille, de la santé et des affaires sociales, de l'éducation, de la jeunesse, de la formation professionnelle, de l'emploi, de l'agriculture et du développement rural, des petites et moyennes entreprises et du développement local.

diversité d'acteurs pour favoriser la collaboration entre les institutions publiques, les communautés et les filles elles-mêmes.

Dans chaque pays, P4G a mis en place un comité national de pilotage présidé par un ministère de tutelle (le ministère de la Promotion de la femme et de la famille au Cameroun et le ministère des Affaires sociales et de la Microfinance au Bénin), avec le Haut-Commissariat du Canada comme coprésident. Des comités directeurs régionaux, dirigés par des délégués du ministère chef de file, ont renforcé la redevabilité et tiré parti des partenariats existants.

Au niveau communal, P4G a mis en place des Comités de Mise en Œuvre des Projets, présidés par les maires locaux. Ces comités ont joué un rôle clé dans la coordination entre les conseils municipaux, les représentants ministériels et les membres des Comités Consultatifs des Filles – des groupes composés de jeunes filles élues par leurs pairs au sein de leurs communautés.

L'un des résultats les plus marquants de l'approche multipartite a été la création d'« espaces sûrs ». Implantés aux niveaux villageois et communal, ces espaces ont offert aux filles des lieux sécurisés pour se réunir, échanger et bénéficier de conseils. Avec le temps, ces espaces ont évolué pour devenir de véritables centres polyvalents, à mesure que les filles s'y sont investies davantage. Au Bénin, dans le cadre des plans de transition du projet, P4G a facilité la mise en place d'accords de co-gestion pour les espaces sûrs au niveau communal. Ces accords définissent clairement les rôles et les responsabilités partagés entre les Comités Consultatifs des Filles, les maires, les médecins-chefs et les responsables des services sociaux, sous la supervision régionale des directions de la santé et des affaires sociales. Désormais, ces espaces bénéficient d'une gouvernance conjointe, reflet du processus collaboratif qui a permis leur création (voir [ci-dessous](#)).



L'espace sûr établi au niveau communal à Bantè, au Bénin, est doté de ressources destinées à soutenir des initiatives génératrices de revenus, ainsi que d'informations essentielles sur les droits des filles.

REFORCER LES SYSTÈMES DE SOUTIEN LOCAUX POUR LES FILLES

Au niveau villageois, P4G a mis en place un réseau d'allié·e·s locaux pour défendre les droits des filles. Ce réseau comprenait à la fois des personnes occupant des rôles formels dans le cadre du projet – comme les mentors communautaires ou les membres adultes des Comités Consultatifs des Filles et des Allié·e·s,² – et d'autres acteurs formés pour mieux répondre aux besoins quotidiens des filles, notamment des enseignant·e·s, des parents et des agent·e·s de santé. L'objectif était de créer un environnement bienveillant et protecteur, tout en mobilisant un large soutien communautaire autour des objectifs du projet.

Cette approche a permis d'élargir le cercle de confiance des filles, en leur offrant des personnes de référence vers qui se tourner pour aborder des sujets sensibles tels que la santé sexuelle et reproductive, les grossesses précoces, ou encore les violences sexuelles et basées sur le genre – des préoccupations majeures identifiées lors des consultations communautaires.

² Contrairement au Comité Consultatif des Filles, le Comité Consultatif des Filles et des Allié·e·s incluait également des garçons, de jeunes hommes et des alliés adultes. Cette composition élargie visait à favoriser une approche plus inclusive et collaborative de la défense des droits des filles, en mobilisant l'ensemble de la communauté autour des enjeux d'égalité et de protection. Pour plus d'informations sur [l'approche dirigée par les filles](#) de P4G, veuillez consulter la fiche d'information dédiée.

Au Cameroun, par exemple, les 60 villages concernés par le projet ont mis en place des Comités de Protection de l'Enfance et de Lutte contre les Violences Basées sur le Genre. Ces comités, composés de parents, de leaders traditionnels et de jeunes, ont collaboré pour sensibiliser les communautés, intervenir en cas de violences et apporter un soutien aux survivantes.

Au cours de la sixième année du projet, ces comités se sont associés à des clubs de parents au niveau des villages pour animer des séances de sensibilisation sur des thèmes tels que l'éducation des filles, la responsabilité parentale,

le mariage précoce et les agressions sexuelles, touchant **7 684 personnes dans la commune de Lagdo et 4 920 personnes à Ngong.**

Dans les deux pays, les filles ont mobilisé leurs réseaux de soutien pour prévenir les mariages forcés et défendre leur droit à rester à l'école. Leurs allié·e·s, qu'il s'agisse de membres de la famille, de mentors ou de leaders communautaires, les ont écoutées, soutenues dans leur autonomie, et ont plaidé en leur faveur auprès des parents ou des autorités locales. (Pour un exemple détaillé au Cameroun, voir [cette étude de cas](#).)

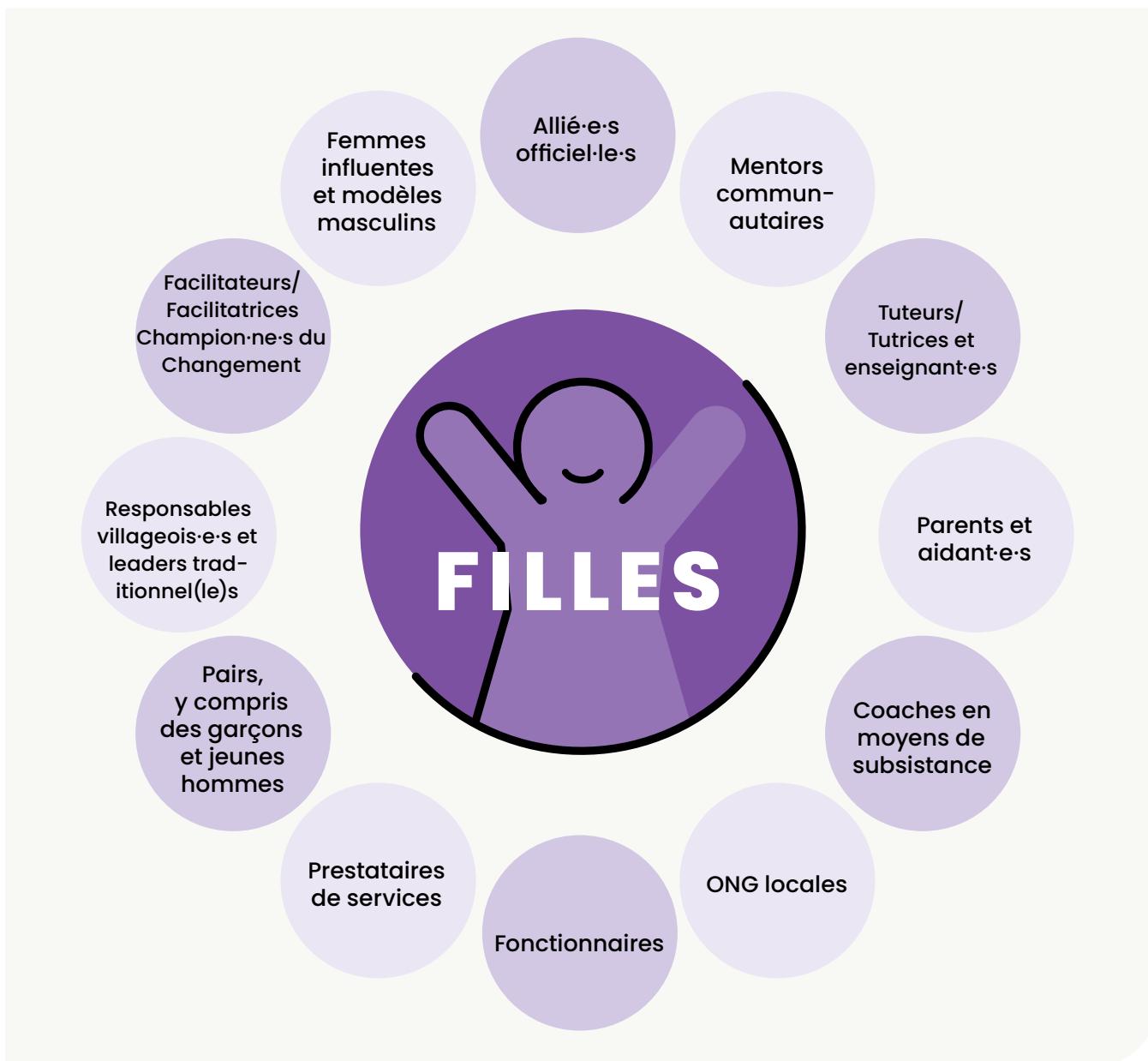


FIGURE 1. Les acteurs et actrices communautaires formant un réseau de soutien pour les filles

Une approche intégrée

P4G a intégré quatre secteurs clés afin de favoriser la collaboration plutôt que des interventions isolées, créant ainsi des environnements sûrs et inclusifs où les filles peuvent faire valoir leurs droits. La section suivante présente des exemples concrets de la manière dont le projet a rassemblé, en un même lieu, des services issus de plusieurs secteurs, offrant ainsi aux filles un accompagnement global face aux défis complexes qu'elles rencontrent.

ESPACES SÉCURISÉS

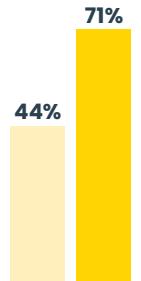
Les espaces sûrs créés par P4G ont d'abord servi de lieux de rencontre où les filles pouvaient échanger librement entre elles. Avec le temps, ces espaces ont évolué pour devenir de véritables centres multifonctionnels répondant à des besoins variés : activités génératrices de revenus, développement de compétences, et accompagnement des survivantes de violences sexuelles et basées sur le genre. Les exemples suivants illustrent comment ces espaces ont permis d'offrir un soutien intégré et complet aux filles et aux jeunes femmes.



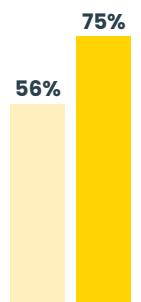
Au Bénin, des filles participent à un programme de formation où elles apprennent à créer des accessoires pour générer des revenus.

- **Soutien psychosocial et prise en charge des cas :** Dans les deux pays, des intervenants psychosociaux étaient présents dans les espaces sûrs pour accompagner les survivantes de violences sexuelles et basées sur le genre. Ils assuraient la gestion des cas et orientaient les filles vers les services appropriés en cas de situations critiques liées à la santé ou à la sécurité. Ces professionnels s'attaquaient également aux facteurs économiques qui accroissent la vulnérabilité des filles, en les dirigeant vers des activités de développement des compétences de vie et de renforcement de la résilience.
- **Développement du leadership :** Les membres du Comité consultatif des filles, aux côtés de jeunes femmes et filles issues des communautés, ont utilisé les espaces sûrs pour mener diverses initiatives : organisation de réunions, animation de formations et de sessions de sensibilisation, ainsi que conception de projets générateurs de revenus.
- **Compétences professionnelles :** Dans les espaces sûrs au niveau villageois, les mentors communautaires ont dispensé des formations pratiques dans des domaines tels que la couture, la broderie et la fabrication de savon. Au Cameroun, plusieurs mentors ont généreusement mis à disposition leurs propres fournitures et équipements pour enrichir l'expérience d'apprentissage des filles et accroître leur autonomisation économique.
- **Sensibilisation aux droits et à la protection :** Les mentors ont animé des séances de sensibilisation destinées aux jeunes sur des thématiques clés : abus, harcèlement, violences sexuelles, santé infantile, ainsi que mariages précoces et forcés. Ils ont également assuré un accompagnement, notamment par des séances d'écoute collective et des orientations vers les services adaptés pour les survivantes.

Au **CAMEROUN**, la proportion de filles et de jeunes femmes dans les zones d'intervention du projet qui savent quoi faire en cas d'incident de protection est passée de 44 % au début du projet à 71 % à sa clôture — soit une augmentation plus de cinq fois supérieure à celle observée dans les communautés de comparaison.



Au **BÉNIN**, la proportion d'adolescentes et de jeunes femmes estimant pouvoir accéder à des services de protection en cas de besoin est passée de 56 % à 75 % dans les zones d'intervention, contre moins de 1 % d'amélioration dans les zones de comparaison.



MILIEUX ÉDUCATIFS

P4G a mis en œuvre une série d'activités dans les milieux éducatifs formels et non formels afin de répondre à des défis multisectoriels. Voici quelques exemples clés de cette approche :

- Soutien scolaire pour améliorer les résultats éducatifs :** Au Bénin, le projet a mis en place un programme de tutorat entre filles dans 22 établissements secondaires, visant à aider les élèves à surmonter les difficultés scolaires et à rester concentrées sur leurs objectifs académiques. Les participantes – tutrices et tutorées – ont reçu des manuels scolaires et des lampes solaires pour faciliter leurs études à domicile. Les écoles participantes se sont engagées à poursuivre le programme durant l'année scolaire 2025–2026 avec une nouvelle cohorte de filles.

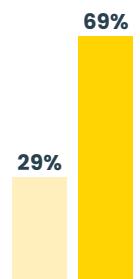


P4G a formé des enseignant·e·s au Bénin pour animer des discussions éducatives sur la santé et les droits sexuels et reproductifs, ainsi que sur d'autres sujets essentiels liés aux droits des filles.

- Clubs scolaires pour la génération de revenus et la sensibilisation :** Au Cameroun, des jeunes issus de 40 clubs scolaires créés par le projet ont mené des actions de sensibilisation sur des sujets tels que les violences basées sur le genre et la place des filles dans les STEM, à travers des discussions entre pairs et des émissions radiophoniques. Au Bénin, 40 coopératives scolaires ont été créées et ont bénéficié de formations et d'un accompagnement pour permettre aux filles de lancer des activités génératrices de revenus, comme la production et la vente de collations.
- Séances éducatives dans les milieux scolaires et d'apprentissage non formel :** Au Bénin, le projet a organisé des séances éducatives sur la santé et les droits sexuels et reproductifs dans les écoles primaires et secondaires, ainsi que dans des environnements d'apprentissage non formels. Les enseignant(e)s et les professionnel·le·s de la formation – comme les propriétaires de petites entreprises et les formateurs/ formatrices en éducation technique – ont été formés pour animer ces discussions avec les élèves et les apprentis. Au Cameroun, des agents de santé et des responsables de la santé publique ont dispensé des formations aux élèves membres de clubs de santé scolaire. Ces formations portaient sur des sujets tels que l'hygiène menstruelle, les infections sexuellement transmissibles et la prévention des grossesses précoces.

Au **CAMEROUN**, la proportion d'établissements de santé ciblés considérés comme sensibles au genre et adaptés aux adolescent·e·s est passée de 29 % en quatrième année du projet à 69 % à sa clôture. Cette progression s'est traduite par des améliorations significatives :

davantage de structures disposent désormais de salles de consultation dédiées aux adolescent·e·s garantissant la confidentialité, de prestataires capables d'expliquer les procédures et les orientations tout en sollicitant le consentement éclairé des jeunes, ainsi que de personnel spécifiquement chargé des questions liées à l'adolescence.



Perspectives Réalisations

INSTITUTIONNALISATION DU PLAN POUR LES FILLES

Pour encourager l'appropriation du *Plan pour les Filles* par les autorités publiques, le projet a plaidé pour l'intégration des priorités des filles dans les processus de planification et de budgétisation gouvernementaux. Des responsables et agents publics ont été formés aux lois, politiques et mécanismes de soutien relatifs aux droits et à la participation des adolescentes, avec un accent particulier sur la représentation de leurs voix dans les plans stratégiques.

Dans les deux pays, le projet a fixé à chaque commune participante un objectif consistant à inclure dans ses plans communaux, sectoriels et opérationnels un nombre spécifique d'actions répondant aux besoins prioritaires des adolescentes et des jeunes femmes. Toutes les communes des deux pays ont non seulement atteint, mais dépassé leur objectif. Leurs plans comprenaient la construction de salles de classe, de puits et de latrines, ainsi que des subventions pour les associations sportives et l'amélioration des infrastructures, telles que la réhabilitation des routes et l'extension de l'électricité dans les zones rurales.

- Au Cameroun, ces efforts ont permis de mobiliser plus de 450 millions de francs CFA (environ 1 million de dollars canadiens) de financement.
- Au Bénin, les filles leaders ont participé activement à l'élaboration des plans stratégiques quinquennaux des municipalités, veillant à ce que les voix et les priorités des filles soient prises en compte dans la planification à long terme.



HAUT : Une communauté dans le nord-ouest du Bénin.

BAS : Inauguration du nouvel espace sécurisé dans la commune de Dassa-Zoumè, au Bénin, en 2023.

« La vie du *Plan pour les Filles* ne s'arrêtera pas avec la fin du projet. Ce n'est pas un simple document de planification, mais une feuille de route conçue par les filles elles-mêmes, issues de leurs communautés, et validée par les maires et les autorités locales. »

—**SANDRINE BATONGA, CONSEILLÈRE EN SANTÉ, PLAN INTERNATIONAL CANADA**

PÉRENNISER LE CHANGEMENT

Pour garantir un impact durable au-delà de la fin du projet, il est essentiel de renforcer l'appropriation locale, les capacités et les ressources nécessaires pour répondre aux besoins évolutifs des filles. Au cours de sa cinquième année, le projet a mis en place des structures destinées à soutenir ces efforts dans la durée.

- Au Bénin, une **Plateforme Communale de Coordination** a été créée dans chacune des quatre communes pour superviser la mise en œuvre continue du *Plan pour les Filles* et assurer la gestion des infrastructures du projet. Présidées par les autorités municipales, ces plateformes intègrent activement des représentantes des Comités Consultatifs des Filles. Chaque plateforme bénéficie d'une ligne budgétaire dédiée dans le plan de travail annuel de la mairie concernée.
- Au Cameroun, un **Comité de Mobilisation des Ressources** a été mis en place pour garantir le financement des priorités des adolescentes et jeunes femmes. Composé de jeunes, d'autorités locales et de chefs traditionnels, ce comité évalue les besoins en développement, élabore des stratégies de mobilisation des ressources et prépare des propositions de financement. En complément, un Comité de Transition a été formé pour définir une stratégie de sortie axée sur le renforcement des capacités, le financement des partenaires locaux et le suivi des progrès réalisés.

Défis et enseignements tirés

ALIGNER LA CONCEPTION DU PROJET SUR LES PRIORITÉS DES FILLES

Le projet P4G a été conçu pour intervenir dans quatre secteurs clés, définis à partir de consultations directes avec les filles. Toutefois, avec le recul, certains ajustements auraient permis de mieux aligner les efforts et les ressources sur les priorités qu'elles ont exprimées.

Lors de la phase de conception, les activités prévues dans chaque secteur ont principalement suivi des approches classiques propres à chaque domaine. Ces approches auraient pu être rationalisées, puisque le processus de consultation visait précisément à orienter les priorités sectorielles.

À l'avenir, il serait essentiel d'intégrer une étape dédiée à la révision des budgets et des ressources humaines afin de les adapter aux priorités définies par les filles elles-mêmes.

Il serait également important de distinguer clairement une approche multisectorielle d'une approche intégrée : la première implique que chaque secteur mène ses activités de manière autonome, tandis que la seconde favorise la collaboration entre secteurs pour renforcer des priorités thématiques communes, en plaçant les besoins des filles au centre de l'action.

TRAVAILLER EFFICACEMENT AVEC PLUSIEURS ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

Pour garantir un impact durable après la clôture du projet, il est essentiel d'investir du temps dans la gouvernance du projet et le renforcement des relations locales, car ces éléments sont fondamentaux pour la durabilité à long terme. Les équipes des deux pays ont souligné que la communication efficace et la collaboration interinstitutionnelle entre agences gouvernementales ont été des facteurs clés de réussite. Voici quelques enseignements essentiels pour orienter les initiatives futures :

- **Adopter une posture de soutien :** Il est crucial que les ONG jouent un rôle d'appui, en facilitant les fonctions de secrétariat tout en

laissant les acteurs gouvernementaux piloter les comités multipartites. Cette approche favorise l'appropriation locale et la durabilité, en impliquant les autorités dès le départ plutôt que de leur transférer la responsabilité une fois le projet terminé.

- Créer une chaîne de redevabilité efficace :** Les retards dans la mise en œuvre sont souvent dus à des demandes d'autorisation qui circulent entre les différents niveaux administratifs. Une pratique exemplaire consiste à responsabiliser les président-e-s des comités régionaux issus du ministère chef de file, en leur conférant à la fois l'autorité nécessaire pour superviser les échelons subordonnés, et l'obligation de rendre compte aux instances supérieures. Cette double responsabilité favorise une meilleure coordination, réduit les délais décisionnels et renforce la transparence à chaque niveau de gouvernance.
- Renforcer les capacités des conseils locaux pour soutenir le leadership des filles :** Un volet clé de la gouvernance du projet a consisté à travailler avec les maires et les conseils municipaux pour obtenir leur adhésion. Le projet a également mis l'accent sur le renforcement de leurs capacités à soutenir les adolescentes et jeunes femmes en tant que titulaires de droits et participantes actives à la gouvernance locale.

« Lorsque les protocoles deviennent trop lourds, ils entravent la collaboration véritable. Pour surmonter cet obstacle, il est essentiel de bâtir des relations solides à tous les niveaux – communautaire, régional et national – et de les entretenir continuellement. Il ne s'agit pas simplement de partager de l'information, mais de créer un réseau fondé sur la confiance et la responsabilité, moteur du progrès. »

—EDITH TAMBE, CHEFFE DE PROJET
P4G, CAMEROUN



Vue de Garoua, dans le nord du Cameroun, où le projet P4G a été mis en œuvre.

Plan International Canada
245, av. Eglinton Est
Bureau 300
Toronto (Ontario) M4P 0B3
plancanada.ca



Numéro d'enregistrement de l'organisme de bienfaisance de l'ARC : 11892 8993 RR0001

© 2025 Plan International Canada Inc. Le nom, les marques commerciales et les logos associés de Plan International Canada appartiennent à Plan International, Inc.

Standards Program Trustmark est une marque d'Imagine Canada utilisée sous licence par Plan International Canada.



Participantées du projet P4G au Bénin.

Merci!

Nous exprimons notre sincère gratitude à **Affaires mondiales Canada** pour son soutien inestimable au projet Plan pour les Filles (P4G) au Bénin et au Cameroun. Merci de votre engagement continu en faveur de l'éducation, de la santé, de la sécurité et du bien-être des filles et des jeunes femmes. Ensemble, nous les aidons à acquérir les outils et les opportunités dont elles ont besoin pour concrétiser leurs projets.

Plan International Canada
245, avenue Eglinton Est, bureau 300
Toronto (Ontario) M4P 0B3, Canada

1-800-387-1418
info@plancanada.ca
plancanada.ca

Numéro d'enregistrement de l'organisme de bienfaisance de l'ARC :
11892 8993 RR0001

© 2025 Plan International Canada Inc. Le nom, les marques commerciales et les logos associés de Plan International Canada appartiennent à Plan International, Inc.

© Toutes les photos sont la propriété de Plan International, sauf indication contraire.

Standards Program Trustmark est une marque d'Imagine Canada utilisée sous licence par Plan International Canada.

